

DARFOUR / Khartoum coupable, selon l'ONU, de crimes contre l'humanité

⊕ La mission spéciale du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU sur la situation au Darfour (ouest du Soudan) a dénoncé hier dans un rapport «les crimes de guerre et crimes contre l'humanité» qu'aurait «orchestrés» et auxquels aurait «participé» le gouvernement soudanais, avec l'appui des milices (islamistes) djandjawids. Conduite par Jody Williams, prix Nobel de la Paix 1997, ce rapport met en cause les pratiques des forces rebelles, coupables de graves violations aux droits de l'Homme. Depuis 2003, 200 000 civils sont morts et plus de deux millions d'autres ont été déplacés dans la région, selon des estimations de l'ONU niées par Khartoum. La mission du Conseil des droits de l'Homme demande au Soudan de «cesser de prendre pour cibles les civils au Darfour, de mettre un terme à tout soutien aux milices djandjawids et de procéder à leur désarmement, leur démobilisation et à leur réintégration». Elle réclame aux rebelles de «respecter strictement les exigences de la législation internationale sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire et [de] prendre les mesures nécessaires pour se distinguer clairement de la population civile». Elle déplore le fait que «l'espace pour l'action humanitaire continue de se réduire, et [que] les agents de l'aide humanitaire et les acteurs en matière de droits de l'Homme sont de plus en plus pris pour cible». Qualifié de «premier génocide du XXI^e siècle» par Bernard-Henri Lévy, le conflit au Darfour est la conséquence de

revendications et d'intérêts à la fois territoriaux, religieux, ethniques et pétroliers. Pour Mahor Chiche, président de Sauver le Darfour, ce rapport de l'ONU va dans le «bon sens», en donnant «plus de légitimité» aux constats effectués par les ONG. Il juge que «la pression diplomatique n'est pas suffisante pour faire reculer Khartoum», et que la France doit jouer un rôle en organisant, par exemple, une conférence internationale sur le Darfour. Enfin, il estime que «la solution passe par Pékin», la Chine faisant office de protecteur pour les autorités soudanaises. Sa volonté d'intégration à la communauté internationale pourrait l'y amener.



Hommes de l'Armée de libération du Soudan patrouillant au Darfour.

